

Avis de convocation / avis de réunion

SCPI ATLANTIQUE MUR REGIONS

Société Civile de Placement Immobilier à capital variable
Siège social à SAINT-HERBLAIN (44) 2, rue Françoise Sagan
342 803 236 R.C.S. Nantes.

Avis de convocation

Mesdames et Messieurs les associés de la SCPI ATLANTIQUE MUR REGIONS sont convoqués en assemblée générale ordinaire le mardi 28 mai 2019 à 17 heures, 1 rue Françoise Sagan 44800 SAINT-HERBLAIN, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour et le projet de résolutions suivants :

Ordre du jour

- Rapports de la société de gestion et du Conseil de Surveillance, rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018
- Rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées par l'article L.214-106 du Code monétaire et financier ; approbation de ces conventions
- Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2018 et quitus à la société de gestion
- Affectation du résultat
- Approbation des valeurs comptable, de réalisation et de reconstitution déterminées par la société de gestion à la clôture de l'exercice
- Autorisation à donner à la société de gestion pour contracter des emprunts, assumer des dettes, consentir des sûretés réelles portant sur le patrimoine ou procéder à des acquisitions payables à terme
- Nomination de deux membres du Conseil de Surveillance
- Pouvoirs en vue des formalités

Projet de résolutions

Première résolution. — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, après avoir pris connaissance des rapports de la société de gestion, du Conseil de Surveillance et du Commissaire aux comptes, approuve les comptes annuels arrêtés à la date du 31 décembre 2018, tels qu'ils ont été présentés et qui font ressortir un bénéfice net de 30 996 896,91 €, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

En conséquence, elle donne à la société de gestion quitus entier et sans réserve de l'exécution de son mandat pour ledit exercice.

Deuxième résolution. — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées par l'article L.214-106 du Code monétaire et financier, approuve les conclusions dudit rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

Troisième résolution. — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, constatant que le bénéfice de l'exercice s'élève à 30 996 896,91 € auquel s'ajoute le compte de report à nouveau des exercices précédents de 8 046 919,08 €, formant ainsi un bénéfice distribuable de 39 043 815,99 €, approuve la proposition de la société de gestion et décide :

- de répartir une somme de 32 461 453,77 € entre les associés, au prorata de leurs droits dans le capital et de la date d'entrée en jouissance des parts, conformément à l'article 32 des statuts. L'assemblée générale prend acte que les quatre acomptes trimestriels versés aux associés, et à valoir sur la distribution décidée ce jour, en représentent l'exact montant. Aucun versement complémentaire ne sera donc nécessaire à ce titre.
- d'affecter le solde, soit la somme de 6 582 362,22 € au compte de report à nouveau.

Quatrième résolution. — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, conformément à l'article L.214-109 du Code monétaire et financier, après avoir pris connaissance de l'état annexé au rapport de gestion, approuve la valeur comptable, la valeur de réalisation et la valeur de reconstitution de la société arrêtées au 31 décembre 2018, à savoir :

Valeur comptable :	591 414 497 €,	soit 842,56 € pour une part ;
Valeur de réalisation du patrimoine :	617 398 192 €,	soit 879,58 € pour une part ;
Valeur de reconstitution :	743 922 650 €,	soit 1 059,73 € pour une part.

Cinquième résolution. — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, conformément aux dispositions législatives et réglementaires, fixe à 50 000 000 € le montant maximum au-delà duquel la société de gestion ne peut, au nom de la société, contracter des emprunts, assumer des dettes, consentir des sûretés réelles portant sur le patrimoine ou procéder à des acquisitions payables à terme.

Cette faculté est consentie à la société de gestion jusqu'à l'assemblée générale devant statuer sur les comptes de la société clos le 31 décembre 2019.

Sixième résolution. — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, constatant que les mandats suivants viennent à échéance à l'issue de la présente assemblée :

- Monsieur Jean ROUSSEAU, Monsieur Jacky COLAS,

décide que seront nommés au Conseil de Surveillance, les deux associés candidats ayant recueilli le plus grand nombre de voix parmi les candidats dont la liste suit :

- Monsieur Jean ROUSSEAU, (sollicitant le renouvellement de son mandat)
- Monsieur Jacky COLAS, (sollicitant le renouvellement de son mandat)
- Monsieur Vincent RIDOU
- Madame Béatrice BESNIER.

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur les 2 membres du Conseil de Surveillance ainsi nommés le seront pour une durée de 3 ans, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Septième résolution. — L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

La société de gestion
SA GRAND OUEST GESTION D'ACTIFS